

Point de vu

Louis DRONVAL

Ancien secrétaire de la section PCF Chantiers de l'Atlantique

44600 Saint Nazaire

« *On ne fait pas la même politique avec un PCF à 20 ou à 15%* » François CEYRAC (il me semble), président du CNPF, l'ancêtre du MEDEF.

« *Prenez tout ce qui a été fait entre 1945 et 1968, et vous supprimez tout. C'est un compromis entre De GAULLE et les communistes...* » Perspectives/programme/conseil donné par Denis KESSLER, vice président du MEDEF, à son ami Sarkozy dans la perspective de l'élection présidentielle de 2007.

« *j'ai signé le programme commun de gouvernement pour prendre 3 millions de voix aux communistes* » François MITTERRAND devant l'internationale socialiste en 1972.

Ces quelques extraits historiques, il y en a sûrement d'autres, pour me dire : « rêvons », mais les pieds sur terre.

Pourquoi tant de haine si ce n'est pour apprécier ou se situer le combat de classe capital/travail. Le débat officiel tend à être déporté sur des problèmes de société : climat, racisme, pandémie, crises diverses en faisant porter les responsabilités et les remèdes sur les individus eux-mêmes en entretenant sciemment les divisions : jeunes/vieux, femmes/hommes, salariés/chômeurs, public/privé, etc, etc...

Mais tout ramène invariablement vers la production de richesses, les conditions de sa mise en œuvre et au bout sa répartition. Ambroise Croizat, dans le CNR, avec une puissante CGT, un PCF 1^{er} parti de France, avec une forte conscience de classe d'où découle le rapport de force, a su mettre en œuvre cela : (quelques exemples) la sécurité sociale basé sur la cotisation issue du travail, la contribution de l'entreprise aux activités sociales des comités d'entreprise et assimilés...

Mon regard hier, aujourd'hui, demain :

Le PCF, comme d'autres, a traversé d'énormes difficultés, mais au fil des mauvaises réponses il me semble que le dernier congrès ouvre des pistes de reconquête, au 1^{er} rang desquelles la vie du parti à l'entreprise. Comme d'autres, j'ai toujours été adhérent et fait vivre une activité politique sur le lieu de travail, aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire. L'œil dans le rétro, je mesure les dégâts occasionnés par l'abandon de cette présence physique et interne : régression de la bataille des idées, perte de repères, appauvrissement de la réflexion syndicale pour ne citer que quelques exemples.

En 2005, après la brillante victoire du non au référendum sur le Traité de la Constitution Européenne, pour lequel le PCF a été un artisan majeur, nous nous sommes fourvoyé et embourbé dans les collectifs anti libéraux à l'issue desquels nous avons à nouveau payé le prix fort. Quels enseignements ont été tirés de cette séquence ? De ma vision personnelle, rien, si ce n'est de continuer de s'effacer au profit d'un personnage qui, sous une apparence de « révolté » sert de pompe électorale aux béquilles du capital (sommairement explicité plus avant). Pourtant l'histoire nous a montré que les rabatteurs du réformisme sont légions : Jean Pierre Chevènement avec le CERES puis le mouvement des citoyens, pour lequel, là aussi (ou encore) nous nous sommes effacés à Saint Nazaire pour les législatives de 1997, Michel Rocard avec le PSU. Je ne suis pas devin, ni ne lit dans le marc de café, mais il y a fort à parier que les différents mouvements ou partis issus de la déroute présidentielle de 2017 se retrouvent pour empêcher l'espoir révolutionnaire de s'exprimer.

Certes, il y a eu des essais de faire (re)vivre l'activité, réunions à Fabien, rencontre des ICT pour tenter de prolonger ce qu'avait construit René Le Guen avec d'autres, mais l'absence de prise en compte, si ce n'est les freins mis par certains dirigeants à ce qu'il en aille ainsi, a ruiné la perspective. Ainsi la volonté de changer le nom du parti s'est accompagnée de l'apparition de devenir un parti comme les autres : universités d'été, création de portes paroles ont ainsi vu le jour, qui tendent à prendre le pas sur la vie du parti, centralisant vers le sommet la réflexion donc des prises de décisions en dehors du terrain. Il est du devoir de chaque communiste d'être le porte parole de la situation de son environnement, qu'il soit professionnel ou sociétal, et de tracer les pistes d'un nouveau monde.

Une des conséquences de cette pratique, les élections. J'ai constaté que pour les municipales il y avait peu de listes étiquetées communistes, parfois des candidats qui avancent masqués, au mieux des candidats communistes dans des listes « divers gauche » Dans une situation pour le moins sombre, notre visibilité de parti qui se veut révolutionnaire est obscure.

Autour des années 90, nous avons utilisé le terme de « fausse gauche » Ne l'est-elle plus aujourd'hui ? L'usage d'un nouveau terme n'a-t-elle pas brouillée l'image de ce qui est plus connu sous l'appellation réformisme ou social démocratie ? Ou en d'autres termes plus imagés, les béquilles du capital.

N'est-ce pas le fait d'avoir été et de s'être affaibli qui a ouvert la porte à nombre de divisions/reconstructions telles que la République en marche ou la France insoumise. Et dans cette recherche de solutions à la crise, à la mal vie, la France a connu le mouvement organisé/inorganisé dit des gilets jaunes. Organisé dans le sens où les réseaux sociaux ont montré leurs capacités d'initiatives et inorganisé dans l'esprit où la non structuration du mouvement ne permet pas d'obtenir des solutions pérennes. Et cela laisse un goût amer et fait douter de solutions politiques.

Nous nous devons d'être et de redevenir tout à la fois le parti de la démocratie et du pluralisme.

Donc l'espace me semble grand ouvert, il faut s'y engouffrer avec conviction et confiance. La France n'est pas l'Angleterre, l'Allemagne ou les USA, il n'y a pas de façon quasi institutionnelle l'alternance libéraux/réformistes. La France est ce qu'a résumé Fabien ROUSSEL dans une intervention je cite :

« ... Car nous croyons toujours en la force de notre peuple, qui fait la force de notre nation, qui a su s'affranchir de la monarchie, se libérer du nazisme, bâtir une République. Alors oui nous saurons sortir du capitalisme aujourd'hui. Car c'est urgence pour des millions de français... »

Alors oui, urgence à se lancer dans la campagne des présidentielles, avec toutes les réserves que je partage sur ce type d'élection, comme de la fonction même de président. Décision de congrès à mettre en œuvre rapidement. Un candidat vite, un programme qui est déjà construit, à l'actualité près, et cela nous donnera de l'air pour les campagnes locales qui s'approchent et que les communistes se doivent de construire eux mêmes. L'effacement ça suffit. Et je vais plus loin, le candidat potentiel à même de porter l'ensemble, c'est le secrétaire national, Fabien ROUSSEL.

Sur des questions d'actualité comme le climat ou la crise sanitaire, je pense que la plus grande pollution sur la planète terre, comme la pandémie actuelle, c'est le capitalisme et c'est de lui qu'il faut se débarrasser. On a les outils, le congrès, les fondamentaux, le marxisme, pour y arriver. En étant sur notre activité, nous sortirons de la problématique qu'en France une élection chasse l'autre ce qui entraîne parfois la perspective, négative à terme, d'électorisme. Il faut avoir en tête que c'est l'activité politique de terrain, dont l'entreprise, qui amène des résultats électoraux pour le PCF, ce n'est pas la chasse aux places à tout prix qui fait l'activité politique.

Louis DRONVAL

Saint Nazaire le 5 février 2021